

divorce consommé entre le Mali et le Polisario ?

De plus en plus agacé par les exactions des membres du Polisario sur son territoire, Bamako n'apporte plus aucun soutien au groupe indépendantiste sahraoui. Et multiplie les gestes de défiance.

Le Mali prend acte de la criminalisation d'une partie des effectifs du Front Polisario. C'est une source proche du gouvernement malien qui l'affirme à l'AFP : le président Amadou Toumani Touré est « en colère » contre le groupe qui lutte pour l'indépendance du Sahara occidental et Bamako entend désormais rester à équidistance entre celui-ci et le Maroc. De fait, le Mali accuse le Polisario de pratiquer des enlèvements en complicité avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et d'utiliser son territoire pour le [trafic de drogue](#).

Selon un document des services de sécurité du Mali intitulé « Al-Qaïda dans les camps du Polisario », « deux jeunes Sahraouis sont impliqués dans [l'enlèvement des deux Français à Hombori](#) » dans le nord-est du Mali, à la fin de novembre 2011. Ils seraient issus des camps de réfugiés sahraouis en [Algérie](#), et auraient « été séduits par la légende de Hakim Ould Mohamed M'Barek alias Houdheifa, grande figure de la filière Polisario d'Aqmi ». Le même document indique que « le Mali a également la preuve que les éléments du Polisario sont impliqués dans un trafic sous-régional de drogue ».

Des officiels maliens ont en outre récemment affirmé que [trois humanitaires européens](#) (un homme et une femme espagnols, et une Italienne) enlevés le 23 octobre dans des camps de réfugiés près de Tindouf, dans le sud-ouest de l'Algérie, l'avaient été avec la complicité de la « filière sahraouie » d'Aqmi.

Intermédiaires

« Aqmi s'installe partout, en Algérie, en Mauritanie et au Mali et a ses ramifications dans les rangs du Polisario. Des intermédiaires y ont été recrutés », explique Oumar Diakité, un responsable sécuritaire malien. Rien d'étonnant à ce que les liens entre le Polisario et Bamako se rompent. Ils s'étaient d'ailleurs déjà dégradés depuis longtemps.

« Le Mali ne reconnaît plus de fait la RASD » (République arabe sahraouie démocratique), depuis deux ans, rappelle Moctar Diallo, professeur de droit à l'Université de Bamako, qui estime que Bamako souhaite « soutenir le plan de l'ONU » pour un référendum d'autodétermination du peuple sahraoui.

Et même quand le Polisario veut montrer qu'il ne reste pas inactif contre Aqmi, il provoque la colère de Koulouba. Bamako a ainsi récemment « dénoncé l'entrée illégale » sur son territoire d'hommes armés issus du Polisario, venus tuer un homme et enlever plusieurs autres, tous accusés « à tort » selon le gouvernement malien d'avoir participé à l'enlèvement des trois Occidentaux.

"Pagaille"

« Ça fait la seconde fois en moins de deux ans qu'ils viennent chez nous foutre la pagaille. La première fois, c'était pour une histoire entre trafiquants de drogue (2010) dans laquelle ils (les Sahraouis) étaient impliqués », réagit Amadou Diré, conseiller communal à Tombouctou (nord du Mali).

Le Polisario a répliqué en disant avoir arrêté en fait une dizaine de personnes dont des Maliens, [impliquées dans les enlèvements près de Tindouf attribués à Aqmi](#), en affirmant que les kidnappeurs étaient venus du Mali. Les rapt ont été revendiqués par un groupe présenté comme dissident d'Aqmi, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest, qui a diffusé une vidéo des trois otages.

Enfin, un nouvel incident est survenu entre les deux parties le soir du 24 décembre avec « le refoulement » par la sécurité malienne de « huit jeunes militants sahraouis » voulant entrer au Mali par le Niger. « Ils n'avaient pas de papiers en règle. Il y a des lois à respecter au Mali surtout quand on y vient pour faire de la propagande douteuse », a expliqué un officier de police malien, Moussa Koly.

Jeune Afrique (Avec AFP)

Source : www.kassataya.com